

Évaluation de la contribution de l'OMS à Djibouti



Organisation mondiale de la Santé



Crédit photo: WHO / Zeinab Ismail

Note d'évaluation

Objectif

L'évaluation a examiné les interventions de l'OMS à Djibouti entre 2019 et 2023. Son objectif était double : rendre compte des résultats et tirer des enseignements pour diriger[BMS1] (orienter) les orientations stratégiques futures de l'OMS, soit au niveau du pays soit régional[BMS2]. Initiée par le Bureau de pays de l'OMS à Djibouti (BdP) l'évaluation a été commanditée conjointement par le Bureau d'évaluation de l'OMS et le Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale (EMRO). L'évaluation a eu lieu pendant une période de transition rapide pour le BdP, s'engageant dans de nouveaux processus d'appui au Ministère de la Santé de Djibouti (MS). La promotion imminente de Djibouti au groupe des pays à revenu intermédiaire supérieur (UMIC) de la Banque mondiale met en évidence ses progrès économiques, mais des défis persistent pour garantir des avantages équitables à sa population.

Portée de l'évaluation

L'évaluation porte sur les interventions prioritaires de l'OMS au cours de la période 2019-2023, notamment le soutien au développement et à la mise en œuvre des stratégies de couverture sanitaire universelle (CSU) et de soins de santé primaires (SSP) de Djibouti, ainsi que la réponse à la pandémie de COVID-19 et le renforcement des systèmes de surveillance et de prévention des infections. L'OMS apporte son soutien à Djibouti depuis 50 ans ; cependant, Djibouti n'a pas eu de Stratégie de Coopération Pays depuis 2016. Le BdP fonctionne au sein de l'Équipe-pays des Nations Unies (UNCT) et dans le Cadre de coopération durable pour le développement des Nations Unies (UNSDCF) 2022-2024.

Méthodes

L'équipe d'évaluation a utilisé une approche basée sur la théorie, en reconstruisant une théorie du changement pour tester les hypothèses et les voies vers les résultats escomptés, et travaillant en étroite collaboration avec l'équipe pays de l'OMS pour la raffiner. Mettant l'accent sur l'égalité des sexes, l'équité en santé, les droits de l'homme et l'inclusion des personnes handicapées, l'évaluation a utilisé des méthodes mixtes, y compris des examens de documents, des analyses budgétaires, des entretiens avec 67 informateurs clés (42 hommes, 25 femmes) et des groupes de discussions. Lors d'une visite sur

Principaux constats

Pertinence: Les interventions de l'OMS à Djibouti ont largement répondu aux priorités sanitaires du pays et aux besoins de la population, en mettant l'accent sur l'équité en santé, l'inclusion des migrants et des réfugiés, et des domaines de programme spécifiques tels que la vaccination, la santé maternelle et la prévention des maladies. Cependant, l'intégration de l'égalité des sexes, de l'inclusion des personnes handicapées et des droits de l'homme n'a pas été systématiquement réalisée dans la conception des interventions de l'OMS. Un soutien accru est nécessaire au niveau du renforcement du système de santé, y compris la consolidation du leadership et la prise en charge des problèmes de santé en dehors de la capitale.

Cohérence: La cohérence interne et externe des interventions de l'OMS à Djibouti a été mitigée. Bien que la Mission conjointe de révision du programme gouvernemental/OMS (JPRM) soit bien alignée soit sur le Treizième Programme Général de Travail de l'OMS (GPW 13) soit sur les domaines prioritaires de l'UNSDCF, l'absence d'une Stratégie de Coopération Pays valide et de plans opérationnels a entravé la priorisation efficace des problèmes de santé et la coordination avec les partenaires pertinents. La participation de la société civile et l'engagement avec les réseaux d'utilisateurs de services pourraient être renforcés pour améliorer la cohérence.

Efficacité: L'efficacité des interventions de l'OMS à Djibouti a varié au fil du temps, influencée par des facteurs tels que la pandémie de COVID-19. Bien que l'OMS se soit concentrée sur l'amélioration de l'accès à des services de santé de qualité (pilier « CSU ») et sur la réponse aux urgences (pilier « urgences sanitaires »), les résultats sous le pilier des « Amélioration de la santé des populations » n'ont généralement pas été atteints en raison de défis de mise en œuvre, en particulier dans les biennies 2018-2019 et 2020-2021. L'OMS a contribué de manière positive aux services de santé maternelle, néonatale et infantile, à la couverture vaccinale contre la COVID-19, et à la promotion de l'accès équitable à la santé pour les populations migrantes et dans les régions. L'absence d'un cadre clair de résultats et d'indicateurs conforme au système mondial et régional de gestion axée sur les résultats (RBM) et la sous-déclaration sur le système de feuille de résultats entravent la mesure appropriée des résultats.

Efficience: La capacité de l'OMS à produire des résultats à Djibouti a été mitigée. Malgré une réaction efficace aux urgences sanitaires telles que la pandémie de COVID-19, l'efficacité de l'Organisation a été limitée par un manque d'efficacité dans certains cas d'allocation des ressources axées sur la mise en œuvre directe d'interventions et une dépendance excessive aux consultants. Des systèmes de surveillance incohérents et l'existence de silos programmatiques au niveau du bureau régional entravent également l'efficacité.

Durabilité: La contribution des interventions de l'OMS à la résilience du système de santé de Djibouti et à la réactivité aux chocs externes est limitée, un secteur fortement dépendant du financement des donateurs. Les attentes des partenaires financiers et du Ministère de la Santé vis-à-vis de l'OMS pour accroître le travail sur le financement durable du secteur de la santé soulignent la nécessité d'efforts renforcés dans ce domaine.

Conclusions

En évaluant les interventions de l'OMS à Djibouti, plusieurs observations clés ont émergé, mettant en évidence à la fois les réalisations et les domaines à améliorer.

La pertinence des interventions de l'OMS pour répondre aux besoins de santé du pays a été reconnue, bien qu'elles pourraient bénéficier d'une approche plus fondée sur des données probantes et d'une plus grande inclusion des groupes vulnérables. Il existe également un espace pour intégrer de manière systématique l'égalité des sexes, l'équité en santé et les considérations relatives aux droits de l'homme dans le travail. Bien que la focalisation de l'OMS sur les programmes axés sur les maladies soit remarquable, une approche plus globale de la couverture sanitaire universelle pourrait renforcer davantage l'impact, surtout compte tenu de l'évolution des priorités stratégiques du pays.

La cohérence au sein des interventions de l'OMS a été reconnue à la fois comme forte et nécessitant des améliorations. Malgré un bon alignement avec les partenaires de la santé, l'absence d'une Stratégie de Coopération Pays valide et de plans opérationnels a entravé une priorisation efficace des problèmes de santé. Renforcer le rôle et le leadership de l'OMS dans la coordination des efforts entre les secteurs pourrait améliorer la cohérence et la collaboration.

L'efficacité des interventions de l'OMS a varié, avec des succès notables dans l'amélioration des résultats de santé dans des domaines spécifiques. Les défis de mise en œuvre, en particulier entre 2018 et 2021, ont impacté les progrès.

L'efficience de l'allocation des ressources, en particulier en faveur de la mise en œuvre directe, a affecté la bonne utilisation des ressources. Bien que la flexibilité de l'OMS pour répondre aux urgences soit louable, des défis de recrutement lent, de sous-utilisation des données de surveillance ont été identifiés comme des domaines à améliorer. Un soutien en temps opportun et aligné du Bureau Régional pourrait améliorer l'efficacité opérationnelle.

La durabilité des contributions de l'OMS à la résilience du système de santé et à la préparation aux urgences nécessite une attention supplémentaire. Les investissements gouvernementaux fragmentés et le faible financement national présentent des défis, soulignant l'importance de stratégies et de réformes de financement durable. Une transition vers un financement national accru aux côtés de réformes renforcerait la résilience et la durabilité du système de santé de Djibouti à long terme.

RECOMMANDATIONS

L'évaluation a formulé les recommandations clés suivantes pour soutenir le travail de l'OMS, de ses partenaires et du ministère de la Santé à Djibouti.

Recommandation 1 : Prioriser les interventions de renforcement du système de santé et développer une approche de soins de santé primaires (SSP) pour mettre en œuvre des travaux spécifiques au programme. L'OMS doit mettre l'accent sur les domaines présentant des indicateurs de santé en retard, plaider en faveur d'une réforme du secteur de la santé, institutionnaliser les services de santé communautaires et s'adresser aux obstacles à l'accès aux soins de santé.

Recommandation 2 : S'aborder systématiquement les obstacles à l'accès aux soins de santé et les déterminants de la santé, en soutenant le développement de services de santé communautaires, en établissant un plan de préparation aux urgences, en analysant les facteurs affectant les inégalités en santé et en investissant davantage de ressources dans les interventions sous le pilier des populations plus saines.

Recommandation 3 : Affiner la théorie du changement reconstruite d'ici mars 2024 pour élaborer une stratégie de coopération pays fondée sur des preuves et un plan de soutien au pays. L'OMS doit aligner la stratégie sur les priorités stratégiques, traduire le cadre de résultats du GPW 13 en objectifs spécifiques pour Djibouti et accompagner un plan de soutien biannuel décrivant la contribution attendue de l'OMS à Djibouti.

Recommandation 4 : Revitaliser les mécanismes de coordination des donateurs et activer les mécanismes de coordination globale des donateurs au niveau du pays.

Recommandation 5 : Améliorer l'efficacité en favorisant une approche de l'ensemble de la société et de l'ensemble du gouvernement, en élargissant la participation de la société civile et des communautés dans le secteur de la santé et en favorisant la coordination du travail multisectoriel par le Ministère de la Santé.

Recommandation 6 : Veiller à ce que la stratégie de coopération pays soit accompagnée d'un cadre de suivi détaillant les valeurs de base et les valeurs cibles pour Djibouti et améliorer la collecte et l'utilisation des données de surveillance pour cibler les interventions.

Recommandation 7 : Soutenir activement le gouvernement dans la réforme du secteur de la santé, renforcer le rôle de leadership et de coordination du ministère de la Santé, et soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de financement du secteur de la santé en collaboration avec d'autres partenaires au développement.